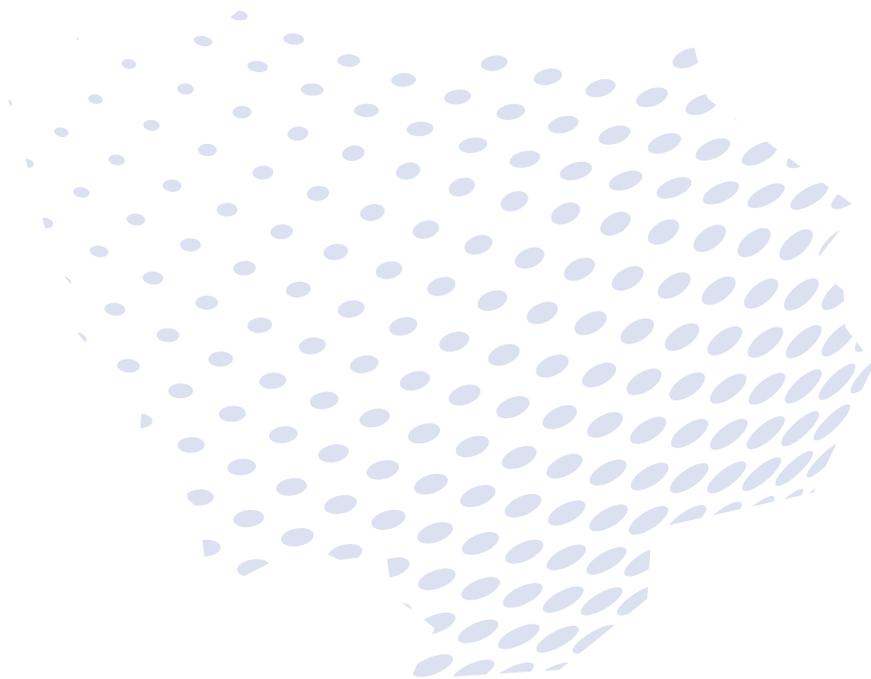


GIP MAXIMILIEN

RAPPORT D'ACTIVITÉ
2023



www.maximilien.fr  

maximilien

SOMMAIRE

L'éditorial de Christel Royer, Présidente du GIP Maximilien	page 3
L'équipe du GIP Maximilien, à vos côtés	page 4
Le Groupement d'Intérêt Public Maximilien	page 5
<i>Les missions, la gouvernance et les conventions de partenariats</i>	
A. Les missions	
B. La gouvernance	
C. Les conventions de partenariats	
Le GIP Maximilien, plateforme de l'administration numérique	page 8
A. La palette des services proposée aux acheteurs publics	
B. Un accompagnement des membres adapté et personnalisé	
C. Les solutions proposées aux opérateurs économiques	
Le GIP Maximilien, réseau des achats responsables	page 10
A. La Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS)	
B. Le Guichet vert régional	
C. La Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE)	
A la rencontre des membres, opérateurs économiques et partenaires	page 14
• Les 10 ans du GIP Maximilien	
• Le salon de l'Association des Maires d'Île-de-France (AMIF)	
• Le salon de l'achat public en Seine-et-Marne	
• Le salon des Maires	
• Les Openmap à Melun et Maisons-Alfort	
• La signature du pacte d'engagement pour des JOP 2024 inclusifs	
• Des interventions dans des universités (La Sorbonne / Evry)	
• Des événements autour des achats responsables	
2023 en chiffres	page 17
A. Les membres du GIP Maximilien	
B. La commande publique sur La plateforme Maximilien	
C. Les indicateurs sur les actions du réseau des achats responsables	
D. Le compte financier	
Les perspectives 2024	page 23



L'ÉDITORIAL

DE LA

PRÉSIDENTE

Le 7 juillet 2023, Maximilien a célébré ses 10 années d'existence, en présence de Marie-Carole CIUNTU, alors Présidente du Groupement d'Intérêt Public. Je salue son engagement et suis très heureuse de lui succéder. Le Conseil d'Administration m'a en effet accordé sa confiance le 14 décembre dernier et je l'en remercie vivement.

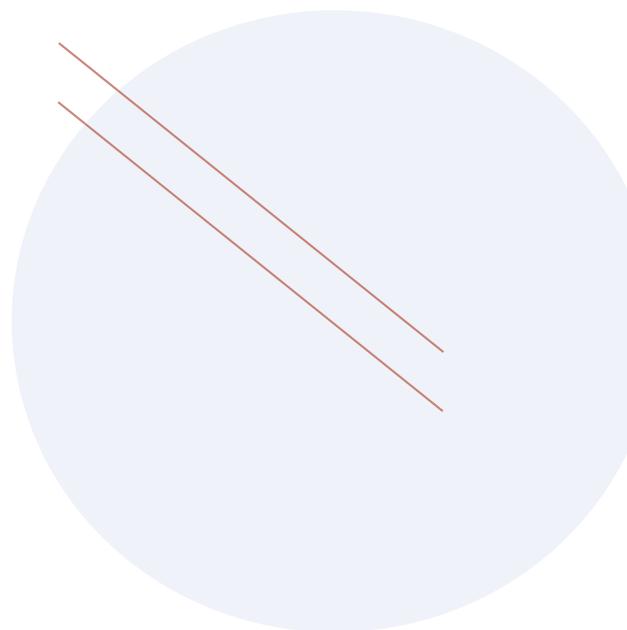
Reconnu comme un acteur clef de l'achat public, de l'administration électronique et des achats responsables, le GIP Maximilien est porté par une dynamique nouvelle depuis bientôt 2 ans avec de nouvelles priorités.

Je sais la disponibilité et la réactivité de l'équipe technique et administrative du GIP Maximilien. Les 10 agents qui la composent sont au service de l'ensemble des membres, répartis sur tout le territoire Francilien, de natures juridiques variées et avec des besoins souvent différents.

Je souhaite la poursuite d'un accompagnement optimal et au quotidien de chaque adhérent, et des membres à venir, des initiatives régulières autour de l'innovation et une sensibilisation accrue sur les achats responsables, de plus en plus incontournables.

Préoccupée par les principes de mutualisation et de solidarité qui sont au cœur des réflexions et actions du GIP Maximilien, je remercie l'ensemble des membres fondateurs, membres associés et adhérents. Je serai à vos côtés en permanence.

Christel **ROYER**,
Présidente du GIP Maximilien



L'équipe du GIP Maximilien à vos côtés

Rodérick JACOBEE, Directeur du GIP Maximilien depuis novembre 2022 s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire composée de 10 agents (présentation par ordre alphabétique patronymique), il vous les présente :

« En tant que Responsable du Pôle Plateforme, **William ASSELINEAU** est en charge du suivi global de la plateforme et de ses modules, en collaboration avec deux chefs de projets et en lien avec les prestataires. Son objectif est de répondre aux besoins des adhérents du GIP Maximilien. Il s'agit également de poursuivre le développement de nouveaux services de qualité afin de les mettre à disposition de nos adhérents.



Chargé de coordination et de communication, **Samuel CHARON** assure le suivi de la gouvernance du GIP Maximilien. Il gère également la base de données et les listes de diffusion. Il administre le site internet, rédige les lettres d'informations et veille sur les réseaux sociaux.

Sophie COURTIN est agent comptable depuis 2022 par arrêté du ministre chargé des comptes publics. Ses fonctions, exercées en adjonction de service, l'amènent à échanger avec l'ensemble de l'équipe. Très disponible et réactive, elle sait également être force de proposition.

En tant que chef de projet en charge de la salle des marchés, **Sébastien DELALAY** accompagne en proximité nos adhérents dans le déploiement des modules relatifs à la passation des procédures de la commande publique. Il assure le suivi de leurs demandes et propose des solutions adaptées. Sa mission est de favoriser une vraie autonomie des adhérents dans l'utilisation d'outils qui s'adaptent de façon continue à leurs missions.

En qualité de gestionnaire comptable et finances, **Julie LABOUZ** est chargée du suivi du budget et des subventions. Elle participe ainsi à l'élaboration, la planification et la clôture budgétaire. En relation avec les adhérents et les fournisseurs (titres et facturation), sa mission porte également sur la gestion des ressources humaines.

En collaboration étroite avec **Louise VIDAL**, Responsable du Pôle Achats Responsables, **Erika MAILLOT** est chargée de mission de la MACS (Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales). Elle assure le suivi et la valorisation des clauses sociales via l'Observatoire et la sensibilisation des acteurs franciliens (acheteurs, facilitateurs, structures de l'ESS) afin de développer et de diffuser la clause sociale dans les marchés en Île-de-France.

Juriste droit public et commande publique, **Laura MARÇAL** apporte un soutien aux différents Pôles de Maximilien (Achats Responsables, Plateforme et Ressources). Elle assure également la montée en compétences « marchés publics » et plus généralement « commande publique » des adhérents du GIP afin de partager les bonnes pratiques.

En charge du Guichet vert depuis le lancement de la mission en 2022, dans le cadre du Plan National des Achats Durables (PNAD), **Anaëlle MAZIN** propose des conseils de premier niveau aux collectivités franciliennes qui la sollicitent afin d'intégrer des considérations environnementales dans leurs marchés. Elle organise et anime avec régularité des événements sur des thèmes portant sur la commande publique responsable.

Chef de projet des systèmes d'information, **Yanis NAJJAR** assure l'accompagnement au déploiement des modules Libriciel (IParapheur, IDelibre, S²Llow et Pastell). Son objectif est de faciliter l'usage de ces modules auprès des adhérents, tout en améliorant la qualité des services proposés. Il porte par ailleurs les projets d'évolution de la plateforme sous la direction de William ASSELINEAU.

En charge du Pôle Achats Responsables, **Louise VIDAL** anime la MACS, en collaboration avec Erika MAILLOT, chargée de mission. Son objectif est de développer le recours aux clauses sociales dans les marchés publics et d'accompagner l'écosystème des acteurs de l'insertion sur le territoire francilien ».

Le Groupement d'Intérêt Public Maximilien

A. Les missions

Initié par le Conseil régional Île-de-France aux côtés de membres fondateurs dont des départements franciliens, le Groupement d'Intérêt Public Maximilien est un service public mutualisé et innovant d'administration numérique. Reconnu comme un acteur clef de l'achat public et de l'administration électronique en Île-de-France, le GIP Maximilien accompagne des acheteurs publics de toutes tailles et de natures juridiques très variées.

Il porte également le réseau des achats responsables à travers 3 missions :

- La Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS) depuis 2016,
- La Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE) depuis 2021,
- La Mission Guichet vert (PNAD - Programme National pour des Achats Durables) depuis 2022.

B. La gouvernance

L'Assemblée Générale

Pour définir la stratégie et suivre les orientations et actions menées, la gouvernance est assurée par des élus, considérés comme de véritables ambassadeurs des actions portées par le GIP Maximilien.

Chaque membre, lors de son adhésion, désigne un ou deux représentants qui siègent aux Assemblées Générales.



La dernière Assemblée Générale s'est tenue le 14 mars 2023. 3 délibérations ont été soumises au vote et adoptées.

→ Actualités du pôle Plateforme :

Les principaux chantiers 2023 sont énoncés :

- Approfondir le développement des API de la salle des marchés au profit d'autres outils, notamment vers des gestions financières en collaboration avec la Région Île-de-France, afin de pouvoir créer un objet « contrat » dans la gestion financière de manière automatique, issu de MPE ;
- Développer en amont des interfaces d'outil de programmation ou de recensement avec la salle des marchés, permettant de créer automatiquement des consultations ;
- Développer l'EAI 1, fonctionnalité permettant aux adhérents qui utilisent le tiers de télétransmission fourni par Maximilien, d'envoyer vers le contrôle de légalité leurs actes, depuis la salle des marchés, sans nécessairement passer par Pastell ;
- Améliorer la récupération de la DATA, appartenant aux membres, dans l'outil MPE, et ce, en récupérant un dump, afin de valoriser la donnée en extrayant des indicateurs adéquats de l'activité de la plateforme ;
- Sur un plan réglementaire, veiller à anticiper les évolutions concernant la convergence des données essentielles de la commande publique avec les données de recensement, ainsi les données publiées qui devront l'être sur data.gouv.fr et non plus sur le profil acheteur ;
- Envisager la faisabilité d'interfaçage de la salle des marchés et les outils MARCO ;
- Identifier la faisabilité et l'attractivité de l'outil ENVOL, permettant d'accroître la volumétrie des dossiers de consultation et des offres de candidats ;
- Étudier l'intérêt auprès des adhérents d'un module spécifique pour le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER), permettant le suivi des indicateurs liés aux schémas pour en accompagner la réalisation.

→ Actualités du pôle Achats responsables :

- **Concernant la mission clauses sociales (MACS) :** Plusieurs événements seront organisés : ateliers, Openmap et webinaires, notamment sur les leviers de l'achat responsable. Proposé par la MACS, le Guichet régional des clauses sociales est également accessible aux fins de prodiguer des conseils, comme le Guichet vert.

- **Concernant le Guichet vert :** Le Guichet vert propose des conseils de 1er niveau aux structures soumises au Code de la commande publique afin qu'elles puissent intégrer des considérations environnementales dans leurs marchés. Des webinaires thématiques seront organisés avec régularité.
- **Concernant la mission achats publics circulaires et environnementaux (MAPCE) :** 4 parcours sont envisagés par la MAPCE en 2023, par segment d'achat (Bâtiment et travaux publics ; Mobilier et fournitures de bureau; Équipement électriques et électroniques ; Vêtements de travail et EPI). Cette mission arrivera ensuite à son terme.

Le GIP Maximilien proposera, par la suite, de nouvelles initiatives concernant les achats circulaires afin de répondre aux besoins des acteurs publics du territoire francilien.

Le Conseil d'Administration

Cet organe est composé de représentants des différentes catégories de natures juridiques représentatives de la variété des membres du Groupement.

Il met en œuvre les orientations définies par l'Assemblée Générale, élit le Président et adopte le budget de l'exercice suivant. Il se réunit au moins deux fois par an.



Christel ROYER, Vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France chargée de l'administration générale, du dialogue social, de la transformation digitale et maire du Perreux-sur-Marne, a été élue Présidente le 14 décembre 2023. Marie-Carole CIUNTU occupait cette fonction depuis 2021.

Les vice-présidences sont les suivantes :

- **Développement économique :** Fabrice BULTEAU, Conseiller territorial à l'EPT Paris Ouest La Défense (POLD), Adjoint au Maire de la ville de Suresnes (92),
- **Maillage territorial :** Pierre-Édouard ÉON, Vice-président du Conseil départemental du Val d'Oise, Maire de Méry-sur-Oise (95),
- **Numérique :** Mauna TRAIKIA, Conseillère territoriale déléguée au développement numérique de l'EPT Plaine Commune, Conseillère municipale de la ville d'Épinay-Sur-Seine (93).
- **Social/Économie Sociale et Solidaire :** Benjamin GUÉRAUD-PINET, Conseiller municipal délégué à l'ESS et aux achats responsables de la ville de L'Île-Saint-Denis (93) et administrateur à la CRESS Île-de-France.

Le Conseil d'Administration est composé des membres suivants (au 1er janvier 2024) :

LES MEMBRES FONDATEURS

<p>Région Île-de-France : Christel ROYER (représentante titulaire), Présidente du GIP Maximilien, Sophie DESCHIENS (représentante suppléante)</p> <p>Ville de Paris : Paul SIMONDON (représentant titulaire) Véronique LEVIEUX (représentante suppléante)</p> <p>Département de Seine-et-Marne : Daisy LUCZAK (représentante titulaire), Jean-Marc CHANUSSOT (représentant suppléant)</p> <p>Département du Val-de-Marne : Germain ROESCH (représentant titulaire), Sabine PATOUX (représentante suppléante)</p>	<p>Département du Val d'Oise : Pierre-Édouard ÉON (représentant titulaire), Agnès RAFAITIN-MARIN (représentante suppléante)</p> <p>EPT Plaine Commune : Mauna TRAIKIA (représentante titulaire), Hervé BORIE (représentant suppléant)</p> <p>Ville d'Aubervilliers : José LESERRE (représentant titulaire), Annie VACHER (représentant suppléant)</p> <p>Île-de-France Nature : Christophe MAILLET (Représentant titulaire), Erwann LE GUERN (Représentant suppléant)</p>
--	---

LES MEMBRES ASSOCIÉS

<p>Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise : (GPSEO) Michel LBOUC (représentant titulaire), Maurice BOUDET (représentant suppléant)</p> <p>SIIM 94 : Ahcène SAADI (représentant titulaire)</p> <p>SIPPEREC : Pierre AUBRY (représentant titulaire), Boris DEROOSE (représentant suppléant)</p>	<p>RESAH : Dominique LEGOUGE (représentant titulaire), Alexandra DONNY (représentante suppléante)</p> <p>UGAP : François LAFOND (représentant titulaire), Valérie TERRISSE (représentante suppléante)</p> <p>EPT Est Ensemble : Samia SEHOUANE (représentante titulaire), Bruno MARTINEZ (représentant suppléant)</p>
--	--

LES COMMUNES DE MOINS DE 20 000 HABITANTS

L'Île-Saint-Denis (93) : Benjamin GUÉRAUD-PINET (représentant titulaire)	Jouy-sur-Morin (77) : Jean-Yves GAUTRON (représentant suppléant)
--	--

LES COMMUNES ENTRE 20 000 ET 50 000 HABITANTS

Montigny-le-Bretonneux (78) : Lakshmi Devi LOGANADANE (représentante titulaire)	La Garenne-Colombes (92) : Xavier DAGRAS (représentant suppléant)
---	---

LES COMMUNES DE PLUS DE 50 000 HABITANTS

Saint-Ouen-sur-Seine (93) : Roman STACHEJKO (représentant titulaire)	Boulogne-Billancourt (92) : Christine LAVARDE-BOËDA (représentante suppléante) Issy-les-Moulineaux (92) : Edith LETOURNEL (représentante suppléante)
--	---

LES EPCI À FISCALITÉ PROPRE DE PLUS DE 50 000 HABITANTS

Métropole du Grand Paris : Sylvain RAIFAUD (représentant titulaire),	Benjamin MALLO (représentant suppléant)
--	---

LES EPCI SANS FISCALITÉ PROPRE

EPT Paris Ouest La Défense POLD (92) : Fabrice BULTEAU (représentant titulaire)	Syndicat Seine-et-Marne Numérique (77) : Alexandre BOUSEZ (représentant suppléant)
---	--

LES BAILLEURS SOCIAUX

Office Public Habitat de Seine-et-Marne (77)	Romain DECOURCELLE (représentant titulaire)
---	---

LES EPCI SANS FISCALITÉ PROPRE

CCAS de Suresnes (92)	Florence DE SEPTENVILLE (représentante titulaire)
------------------------------	---

LES ORGANISMES DIVERS

Île-de-France Construction Durable :	Marie-Bénédicte CAUMETTE (représentante titulaire)
---	--

En 2023, 3 Conseils d'Administration se sont tenus :

- Le 17 février / Le 9 juin et le 14 décembre

8 délibérations ont été soumises au vote et adoptées.

C. La poursuite des partenariats

Avec le Réseau des Achats Hospitaliers en Île-de-France (RESAH)

Le RESAH est un Groupement d'Intérêt Public dont l'objectif est d'appuyer la mutualisation et la professionnalisation des achats du secteur de la santé, public et privé non lucratif. Fin 2019, le Resah a signé avec le GIP Maximilien une convention de partenariat afin de permettre le déploiement des services Maximilien auprès de ses adhérents.



Cette convention a été renouvelée en 2023. Le Resah est également membre associé du GIP Maximilien.

Avec le Syndicat mixte VONUM et l'Union des maires du Val d'Oise

Le Syndicat Mixte Val d'Oise Numérique, membre du GIP Maximilien, et soutenu par le Conseil départemental du Val d'Oise, membre fondateur, et l'Union des Maires du Val D'Oise ont renouvelé en 2020 pour une durée de 4 ans un partenariat proposant un ensemble de services numériques aux communes du territoire en apportant un appui technique, humain et financier via un dispositif de mutualisation.



Cette aide financière est versée chaque année et pendant toute la période de la convention. Ce soutien comprend à la fois les actions d'accompagnement et de communication ainsi que la prise en charge totale ou à 50% des contributions des collectivités locales, EPCI et acheteurs du département.

Avec Mégalis Bretagne et L'ARNia Bourgogne-Franche-Comté

L'objectif est de coordonner et mutualiser les phases de développements et études sur les services numériques communs de la plateforme de chaque organisation, pour en réduire les coûts d'investissement et de maintenance.

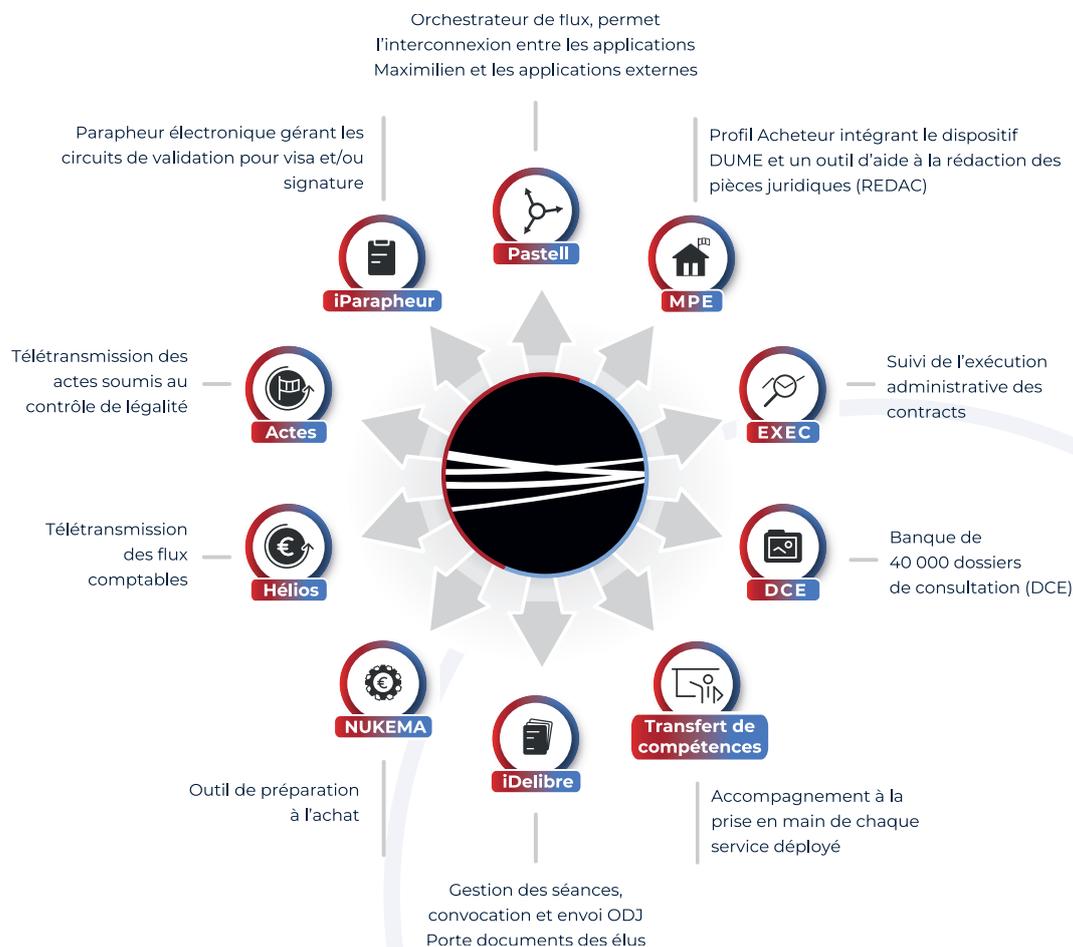
Il s'agit également de partager et co-développer leur expertise sur des projets communs d'ingénierie dans les domaines, entre autres :

- De la transformation numérique des collectivités,
- De la commande publique,
- De la gouvernance et exploitation des données ouvertes.



La plateforme Maximilien

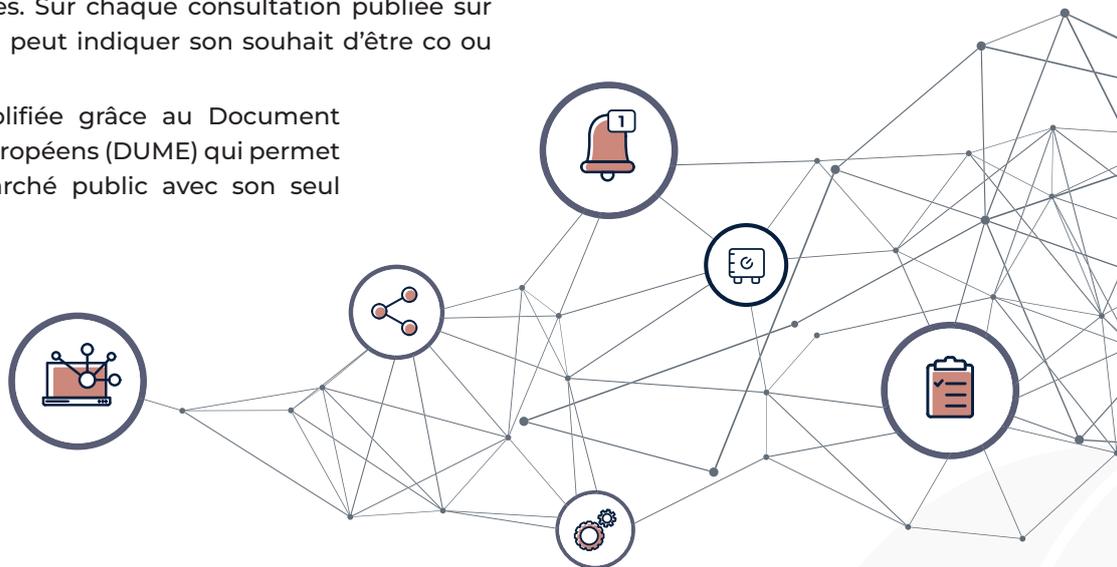
A. Les services proposés aux acheteurs publics



B. Les services proposés aux opérateurs économiques

Un accès rapide aux avis via un moteur de recherche, un panier, le partage d'information :

- o La création d'alertes avec des mots-clés permettant la remontée en temps réel des consultations publiées,
- o L'intégration d'une base fournisseurs utilisée par les acheteurs publics dans la phase de sourcing en amont de leur marché,
- o La mise à disposition d'un coffre-fort électronique permettant le stockage des documents clés de la candidature,
- o Un accès direct aux cahiers des charges publiés sur la plateforme Maximilien et les plateformes partenaires,
- o Un système de bourse à la co et sous-traitance pour favoriser les réponses communes. Sur chaque consultation publiée sur Maximilien, l'entreprise peut indiquer son souhait d'être co ou sous-traitante,
- o Une candidature simplifiée grâce au Document Unique des Marchés Européens (DUME) qui permet de répondre à un marché public avec son seul numéro SIRET.



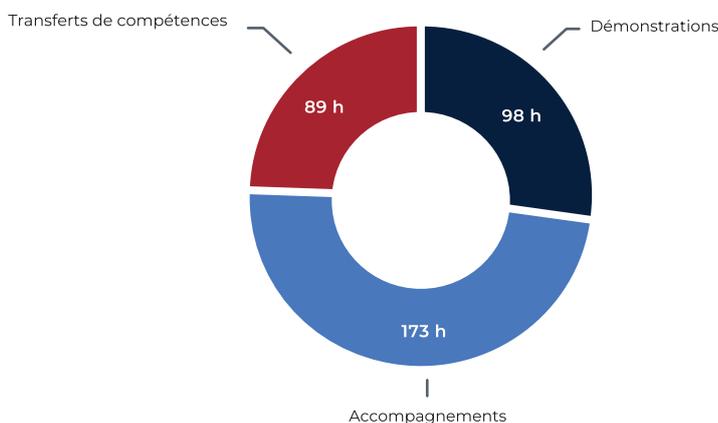
C. Un accompagnement des membres adapté et individualisé

Pour réussir leurs projets de dématérialisation de bout en bout de la chaîne d'achat, les membres du GIP Maximilien sont accompagnés jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle des services.

Conformément au règlement financier 2023, les modalités portant sur le transfert de compétences et l'accompagnement personnalisé, dans l'utilisation des services d'administration électronique du GIP Maximilien ont évolué.

Concernant les nouveaux membres adhérents, le coût du transfert de compétences est inclus dans le droit d'entrée. Le Groupement propose également à ses membres des sessions adaptées aux services proposés.

En 2023, le pôle Plateforme a consacré 360 heures de rendez-vous individualisés, auprès des adhérents du GIP Maximilien, réparties comme suit :



45 agents ont bénéficié de transferts de compétences, sous la forme de groupes restreints et en présentiel dans les locaux du GIP Maximilien, lors de sessions « MPE Utilisateurs » d'une durée de 7 heures.

Le réseau des Achats responsables

Le GIP Maximilien porte et anime le réseau francilien des achats responsables, dont l'objectif est d'accompagner les acheteurs publics dans la mise en œuvre de leur politique d'achat responsable.

À ce titre, le GIP Maximilien participe à l'inter réseaux de la commande publique durable qui regroupe l'ensemble des réseaux régionaux, sous l'égide du Commissariat Général au Développement Durable.

En 2023, le réseau francilien a organisé 4 ateliers achats responsables :

- « **L'indice de réparabilité et l'économie de la fonctionnalité** » le 23 mars, en présence de :
 - Flavien BARRAUD - Commissariat Général au Développement Durable (Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires),
 - Abdessamad YOUSSEFI - Marché de l'inclusion,
 - Romain DEMISSY - Terres EFC (Economie de la fonctionnalité et de la coopération).
- « **Le numérique responsable** » le 22 juin, en présence de :
 - Richard HANNA - Direction interministérielle du numérique (DINUM),
 - Audrey NOWINSKY - Ecodair,
 - Barton FINN - Label TCO Certified.
- « **L'égalité femmes/hommes dans l'écriture des marchés publics** » le 22 septembre, en présence de :
 - Pauline DEHANI - Consultante et formatrice Achats responsables,
 - Eris GIMARD-SEBILO - Chargée de mission - Centre Hubertine Auclert,
 - Erika MAILLOT - Chargée de mission MACS - GIP Maximilien.

Des fiches pratiques ont été réalisées à cette occasion et sont disponibles en téléchargement sur le site internet du GIP Maximilien.

- « **La programmation : présentation de la plateforme APProch** » le 11 décembre, en présence de :
 - Sandrine JARRY & Mathilde MIEN - Direction des achats de l'Etat,
 - Véronique MARCHAND - Initiatives 77

Ces 4 ateliers sont visibles en rediffusion sur la chaîne YouTube du GIP Maximilien.

Afin d'offrir un service complet aux acheteurs franciliens, le réseau s'articule autour de 3 missions, qui permettent d'accompagner les acheteurs publics sur les volets environnementaux et sociaux de leurs achats :

- La Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS),
- Le Guichet vert,
- La Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE).



A. Volet social - La Mission d'appui au développement des Clauses Sociales (MACS)

« Promouvoir la prise en compte de considérations sociales dans les marchés publics des acheteurs en Île-de-France »

Depuis 2016, le GIP Maximilien s'est vu confier par la DRIEETS Île-de-France (Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), dans le cadre du "Grand Paris de l'Emploi et des Entreprises", la coordination d'une Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS) à l'échelle régionale.



Les actions de la MACS en 2023 :

- a. Des actions de formation des acheteurs publics via le cycle d'Ateliers Atouts Clauses,
- b. Un suivi des clauses sociales en Île-de-France via l'Observatoire Régional des Clauses Sociales et le panorama annuel,
- c. Le suivi des clauses des donneurs d'ordre du Grand Paris Express et des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (SNCF Réseau, RATP, Société du Grand Paris, Solideo) via l'Observatoire des Grands Projets Franciliens,
- d. L'accompagnement des acheteurs publics franciliens via le Guichet Régional des Clauses Sociales, pour toute demande relative à l'intégration d'une disposition sociale, à la mise en relation avec un réseau ou facilitateur,
- e. L'animation de l'écosystème des clauses : ateliers mensuels avec les réseaux partenaires de la MACS (CRESS Île-de-France, UNEA, GRAFIE, URTIE) et les 8 coordinations départementales des facilitateurs,
- f. L'harmonisation des pratiques des 116 facilitateurs franciliens pour faciliter la mise en œuvre des clauses sociales,
- g. L'animation de temps de mise en relation entre les acheteurs, les facilitateurs et les structures de l'ESS lors d'Openmap ESS,
- h. La participation, en appui de la DRIEETS Île-de-France, à l'organisation du suivi des clauses sociales de Paris 2024,
- i. La collaboration avec le Centre Hubertine Auclert pour accompagner l'acheteur public à la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans la commande publique.



La MACS est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national «Emploi et Inclusion 2014-2020»

B. Volet environnemental - Le Guichet vert régional

« Atteindre 100% de considérations environnementales dans les marchés à horizon 2025 »



Depuis septembre 2022, le Guichet vert propose des conseils de premier niveau aux structures soumises au Code de la commande publique pour qu'elles intègrent des considérations environnementales dans leurs marchés.

Le Guichet vert est porté, en Île-de-France, par le GIP Maximilien avec le soutien financier du Commissariat Général au Développement Durable, qui pilote le dispositif à l'échelle nationale.

Au cours de sa première année d'existence, le Guichet vert francilien a reçu plus de 180 demandes. Les acheteurs l'ont sollicité sur de nombreux segments d'achats, tels que :



Les prestations intellectuelles et la maîtrise d'œuvre,



Le bâtiment,



Le numérique, l'informatique et la téléphonie,



Les espaces publics extérieurs,

En guise de conseil, le Guichet vert propose des exemples de clauses et de critères, des informations sur la réglementation, des guides, des fiches pratiques, disponibles en téléchargement sur le site internet du GIP Maximilien. Avec le concours des réseaux partenaires de la MACS, le Guichet vert peut aussi apporter une aide au sourcing, avec un focus sur les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS).

L'enquête de satisfaction indique que plus de 80% des personnes, qui ont répondu, ont trouvé le conseil reçu « très utile », les autres l'ayant trouvé « utile ». Plus de 20 acheteurs ont sollicité le Guichet vert à plusieurs reprises, certains jusqu'à plus de 10 fois.

Lors de cette année 2023, Anaëlle MAZIN, chargée de mission « Guichet vert », a proposé des sessions de sensibilisation à la commande publique verte auprès d'une cinquantaine de facilitateurs sociaux, afin qu'ils puissent conseiller les acheteurs en matière environnementale.

Les financeurs du Guichet vert :



Soutenu par



C. Volet environnemental - La Mission Achats Publics Circulaires et Environnementaux (MAPCE)

« Faire du territoire francilien un exemple en matière d'achats responsables et circulaire »



Aujourd'hui achevée, la Mission achats publics circulaire et environnementaux avait pour objectif de faire monter en compétence les acheteurs publics franciliens sur le volet environnemental et en particulier sur l'économie circulaire.

Elle a accompagné et outillé les acheteurs afin de les aider à répondre aux nouvelles exigences réglementaires telles que l'obligation d'acheter des biens issus du réemploi, de la réutilisation ou comprenant des matières recyclées (loi AGEC).

Cette année, la MAPCE a déployé les 4 parcours thématiques qui composent son programme d'accompagnement :



Bâtiments et travaux publics,



Équipements électriques et électroniques,



Mobilier et fournitures de bureau,



Vêtements de travail et équipements de protection individuelle.

La MAPCE a comptabilisé plus de 60 participants aux parcours, et plus de 130 participants aux webinaires de restitution, événements ayant clôturé chaque parcours.

Des boîtes à outils ont été développées dans le cadre de ces différents parcours. Celles-ci comprennent des informations sur la réglementation, des recueils de clauses et de critères, des grilles d'aide au sourcing, des guides de bonnes pratiques, des retours d'expérience, des dossiers de consultation des entreprises, etc.

Elles sont disponibles en téléchargement sur le site internet du GIP Maximilien.



Une charte d'engagement pour une commande publique circulaire a aussi été élaborée.

Elle a pour objet d'engager les signataires à :

- Sensibiliser les collaborateurs concernés en interne,
- Informer les fournisseurs de l'engagement de la structure dans une démarche d'économie circulaire,
- Innover pour développer de nouvelles bonnes pratiques et pour gérer efficacement les ressources.

Les financeurs de la MAPCE :



À la rencontre des membres, opérateurs économiques et partenaires

A. Les 10 ans du GIP Maximilien



Le 7 juillet 2023, le GIP Maximilien a fêté ses 10 ans d'existence. Marie-Carole CIUNTU, alors Présidente du GIP Maximilien, a rappelé en préambule qu'« écouter, conseiller, améliorer, garantir sont autant de missions qui constituent l'ADN du GIP ».

Deux tables-rondes ont ensuite été proposées :

- Sur la commande publique durable, en présence de Thomas LESUEUR, Commissaire général au développement durable, Joséphine LABROUE, Directrice générale adjointe de "Les entreprises s'engagent" et Estelle FABRE, Juriste à Île-de-France Nature.
- Sur la cybersécurité, en présence de Mauna TRAIKIA, Vice-présidente du GIP Maximilien chargée du numérique et Jean-Luc SALABERRY, Chef du département numérique à la FNCCR.

Le GIP Maximilien, plateforme de l'administration numérique et réseau des achats responsables en Île-de-France, s'est engagé à cette occasion à continuer à offrir une qualité de service optimale au quotidien, notamment face aux nombreux défis à venir.



B. Le salon de l'Association des Maires d'Île-de-France, Paris

Le GIP Maximilien était présent le 27 juin 2023 au Salon de l'Association des Maires d'Île-de-France (AMIF), organisé à Paris, Porte de Versailles. Il était accueilli comme chaque année désormais, sur le stand de la Région Île-de-France.

Ce fut l'occasion de rencontrer des élus, des adhérents, des collectivités territoriales et des opérateurs économiques, utilisateurs de la plateforme Maximilien ou désireuses de la découvrir et de présenter le réseau des achats responsables.



C. Le 2ème Salon de l'achat public en Seine-et-Marne, Lieusaint



Le second salon de l'Achat public organisé par le Conseil départemental de Seine-et-Marne et 2 co-organisateurs (SDIS 77 - Sapeurs-pompiers de Seine-et-Marne et Habitat 77) s'est tenu le 9 novembre 2023 au Théâtre de Sénart à Lieusaint.

L'objectif de cette manifestation est de favoriser l'accès des opérateurs économiques à la commande publique.

À cette occasion le GIP Maximilien a participé à un atelier et tenu un stand informatif. Des échanges ont eu lieu avec de nombreuses TPE et PME, parmi les 350 présentes (photo CD77).

D. Le Salon des Maires - Paris



Le GIP Maximilien était présent le 21 novembre 2023 au Salon des Maires, porte de Versailles à Paris. Invité sur le village des Ministères de l'Ecologie, de l'Energie et des Territoires, aux côtés de l'Ecolab - Greentech Innovation, il s'agissait de présenter le Guichet vert régional.

Ce fut l'occasion de rencontrer des élus et responsables de collectivités et de rappeler que le PNAD (Plan National pour des Achats Durables) et la réglementation ont posé des obligations ambitieuses pour la prise en compte du développement durable dans les achats publics.

E. Les Openmap à Melun et Maisons-Alfort

Deux Openmap ont été proposés en 2023 :

Le 21 mars 2023 à Melun, dans les locaux de l'école des officiers la Gendarmerie Nationale à Melun, en Seine-et-Marne. La journée a été introduite par Benoît KAPLAN, Préfet délégué à l'égalité des chances de Seine-et-Marne.

Deux tables-rondes ont été proposées en matinée :

« Comment mettre en place une politique d'achats socialement responsables » et « Mise en œuvre de la clause sociale pour emmener les personnes vers l'emploi durable ». 5 structures de l'économie sociale et solidaire ont présenté leurs activités puis des rendez-vous d'affaires.

Le 20 octobre 2023 à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort (ENVA), à Maisons-Alfort dans le Val-de-Marne. La journée a été ouverte par Sylvie MARIAUD, Vice-présidente chargée de l'Économie Sociale et Solidaire et des Achats responsables à la Région Île-de-France.

La matinée s'est poursuivie par une table ronde intitulée « Coopérations ESS et territoires, levier d'innovations : les marchés publics » suivie d'ateliers et l'après-midi a été consacré aux rendez-vous d'affaires entre structures de l'ESS/facilitateurs et acheteurs publics. 120 rendez-vous ont pu ainsi être réalisés !



F. La signature du pacte d'engagement pour des JOP 2024 inclusifs



Un Pacte d'engagement commun pour des Jeux Olympiques et Paralympiques inclusifs a été signé le 23 juin 2023. Les co-signataires sont :

- Marc GUILLAUME, Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,
- La Direction Régionale Île-de-France de Pôle Emploi,
- Impact et Héritage 2024,
- Le GIP Maximilien.

Ce Pacte a posé des principes d'organisation afin d'accompagner les opérateurs économiques attributaires des marchés de Paris 2024 et les entités de livraison. Il s'agit en effet d'articuler l'action des différents

acteurs dans la réussite de leurs recrutements et ainsi sécuriser la mise en œuvre de la clause sociale. La Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales du GIP Maximilien est pleinement mobilisée et s'appuie sur un réseau Francilien qu'elle coordonne.

G. Des interventions du GIP Maximilien dans des universités

Le GIP Maximilien et l'ANRU sont intervenus le 9 octobre 2023, auprès d'un groupe d'étudiants du Master 2 Économie de l'Aménagement et du Développement Local, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Il s'agissait d'expliquer le rôle de l'achat responsable dans la commande publique (et privée), comme outil au service de l'insertion, de l'emploi et de la transition écologique.

Le 16 novembre 2023, le GIP Maximilien est intervenu à l'Université d'Evry-Val d'Essonne, auprès d'étudiants en Master Droit des Collectivités Territoriales (DCT) et en Master de Droit Public des Affaires.



Il était question de présenter la plateforme Maximilien, le DCE et détailler ce qu'il peut contenir ainsi qu'un avis de marché.

H. Des événements autour des achats responsables



Le 8 juin 2023, le GIP Maximilien intervenait lors de la conférence de l'Association des Professionnels Européens de la Carte d'Achat (APECA) à la Bibliothèque nationale de France à Paris, afin d'évoquer notamment : SPASER, PNAD, guichets verts, économie circulaire, insertion...



Le 5 septembre 2023, Le GIP Maximilien participait à un débat sur Radio Territoria, avec Thomas LESUEUR, Commissaire général au développement durable et Hélène PARMENTIER, chargé de mission mobilisation des territoires à la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature.

Le thème était : « Comment accélérer sa transition vers des achats plus durables ? »

[Podcast disponible](#)



Le 28 novembre 2023, le GIP Maximilien était présent lors des Rencontres de l'économie circulaire et de la transition alimentaire, organisées à Courbevoie en présence des communes membres de l'Etablissement Public Territorial Paris Ouest La Défense, adhérent du GIP Maximilien.

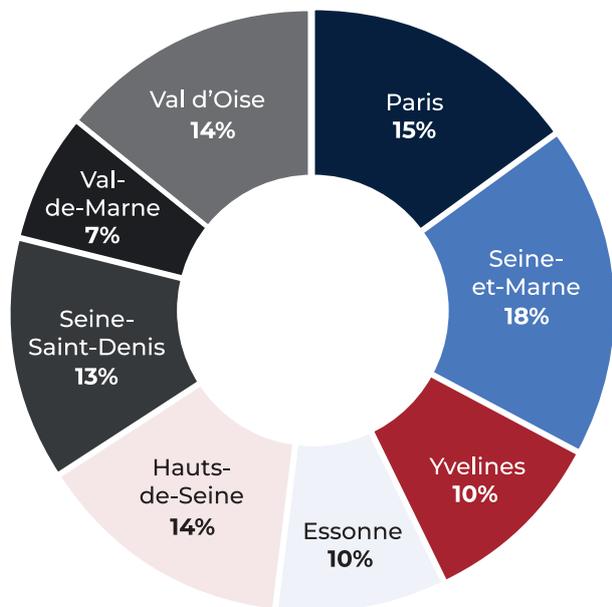
À cette occasion, collectivités territoriales, opérateurs économiques et acteurs de l'ESS ont pu échanger au sujet de l'économie circulaire, des achats responsables et de l'alimentation durable au sens large :

- Agriculture urbaine
- Gestion des biodéchets...

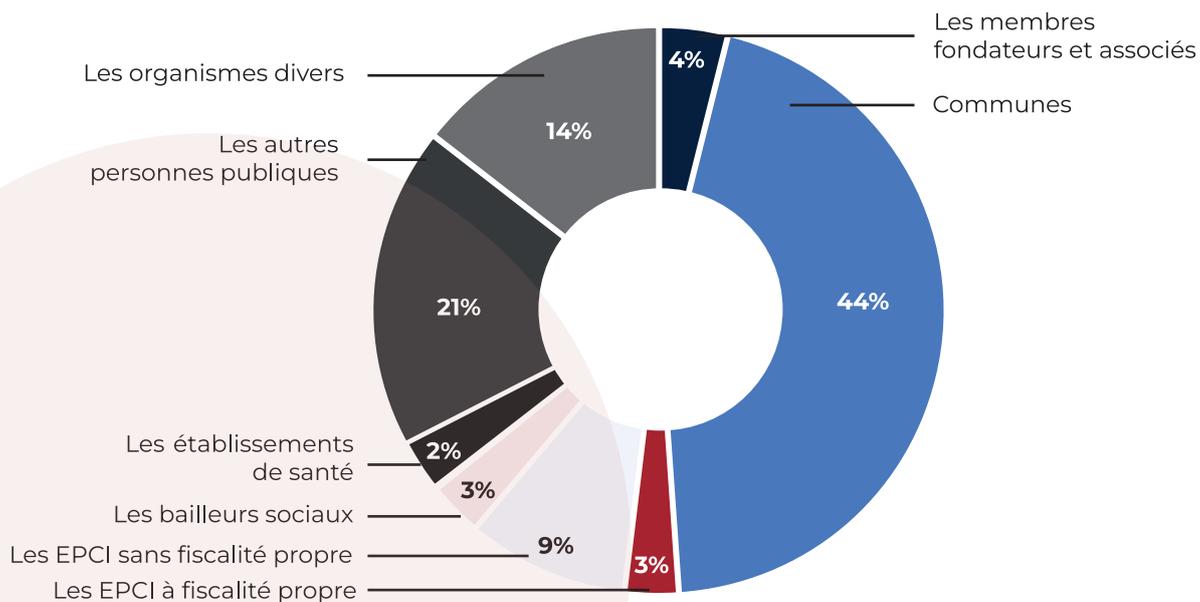
2023 EN CHIFFRES

A. Les membres du GIP Maximilien (au 01/01/2024)

Répartition des membres par département



Répartition des membres par nature juridique



- o Conseil départemental du Val d'Oise
- o MDPH 95
- o Montsoult
- o Courdimanche
- o Villiers-le-Sec
- o Vigny
- o Syndicat mixte ouvert Val d'Oise Numérique
- o Valmondois
- o Frémainville
- o Jouy-le-Moutier
- o Pontoise
- o Saint-Martin-du-Tertre
- o Saint-Ouen-l'Aumône
- o Enghien-les-Bains
- o Ennery
- o Méry-sur-Oise

- o Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP)
- o Viarmes
- o Bezons
- o Caisse des écoles de Viarmes
- o Montmorency
- o Saint-Clair-sur-Epte
- o Epiais-Lès-Louvres
- o Syndicat mixte de ramassage et de traitement des ordures ménagères du Vexin (SMIRTOM)
- o GIP Emploi Roissy Charles de Gaulle
- o Seraincourt
- o Baillet en France
- o Centre de formation et d'animation sportive du Val d'Oise (CDFAS)
- o Domont
- o Mériel

- o Vauréal
- o SIAEP de la Région de Montsoult
- o Syndicat Intercommunal de réalisation et de gestion des équipements sportifs pour le CES, le LP, et la commune de Montsoult (SIRGES)
- o CCAS de Pontoise
- o Syndicat Intercommunal d'Ermonet et d'Eaubonne
- o CCAS de Viarmes
- o Neuville-sur-Oise
- o Bréançon
- o Communauté d'agglomération Roissy Pays de France
- o Cergy
- o Eaubonne
- o Marines

- o Ville de Paris
- o CCAS de la Ville de Paris (CASVP)
- o Syndicat des eaux d'Île-de-France (SEDIF)
- o SIPPAREC
- o Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP)
- o SPL SEER
- o Crédit Municipal de Paris
- o Métropole du Grand Paris
- o Syctom
- o Cancéropôle Île-de-France
- o Syndicat Autolib' et Velib' Métropole
- o Lycée Professionnel Gustave Ferrié
- o Lycée-Collège Jules Ferry
- o PARIS 2024 (COJO)
- o Choose Paris Region
- o Théâtre National de Chaillot

- o Communauté d'Agglomération Rambouillet Territoires
- o SEMOP Châtenay Malabry Parc Centrale
- o Maisons-Laffitte
- o Montigny-le-Bretonneux
- o Vélizy-Villacoublay
- o Établissement Public de Coopération Interdépartementale Yvelines-Hauts-de-Seine
- o Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO)
- o CCAS de Montigny le Bretonneux
- o Lycée Professionnel Jacques Prévert
- o Croissy-sur-Seine
- o Andrézy
- o Beynes
- o Chatou
- o Saint-Arnoult-en-Yvelines
- o CIAS Rambouillet Territoires
- o L'Onde Théâtre Centre d'Art
- o CCAS de Maisons Laffitte
- o Gazeran
- o Le Vésinet
- o Coignières
- o La ferme du Manet
- o CCAS de Beynes
- o CCAS de Coignières
- o Caisse des Ecoles de Beynes
- o Le Pecq
- o IEED VEDECOM
- o Saint-Germain-en-Laye
- o SPL Grand Paris Seine et Oise immobilier d'entreprises (ESS&O)
- o SIVU La Barbacane
- o Bullion
- o Conflans-Sainte-Honorine
- o Achères

- o CCAS de Neuilly-sur-Seine
- o Meudon
- o CCAS de Meudon
- o Neuilly-sur-Seine
- o Antony
- o CCAS d'Antony
- o Saint-Cloud
- o Sénéo
- o Villeneuve-la-Garenne
- o La Garenne-Colombes
- o Vaucresson
- o SEM La Garenne Colombes
- o Bois-Colombes
- o Paris Ouest La Défense (POLD)
- o Nanterre
- o Rueil-Malmaison
- o Suresnes
- o CCAS de la Garenne Colombes
- o Bourg-la-Reine
- o Clichy la Garenne
- o Châtillon
- o CCAS de Suresnes
- o CCAS de Clichy la Garenne
- o Sceaux

- o Caisse des Ecoles de Suresnes
- o Châtenay-Malabry
- o Boulogne-Billancourt
- o Generia
- o CCAS de Chatenay Malabry
- o CCAS d'Issy les Moulineaux
- o Syndicat mixte de Géothermie de Châtenay-Malabry
- o CCAS de Châtillon
- o CCAS de Chaville
- o Centre de formation d'Ingénieurs Par Alternance (CEFIPA)
- o Centre Supérieur de Formation par l'Apprentissage (CESFA-BTP)
- o Centre Hospitalier des Quatre Villes (CH4V)
- o CCAS de Bourg la Reine
- o Grand Paris Seine Ouest (GPSO)
- o Creps Île-de-France
- o Issy-les-Moulineaux
- o Nanterre Coop Habitat
- o Chaville
- o Puteaux
- o SPL Seine Park

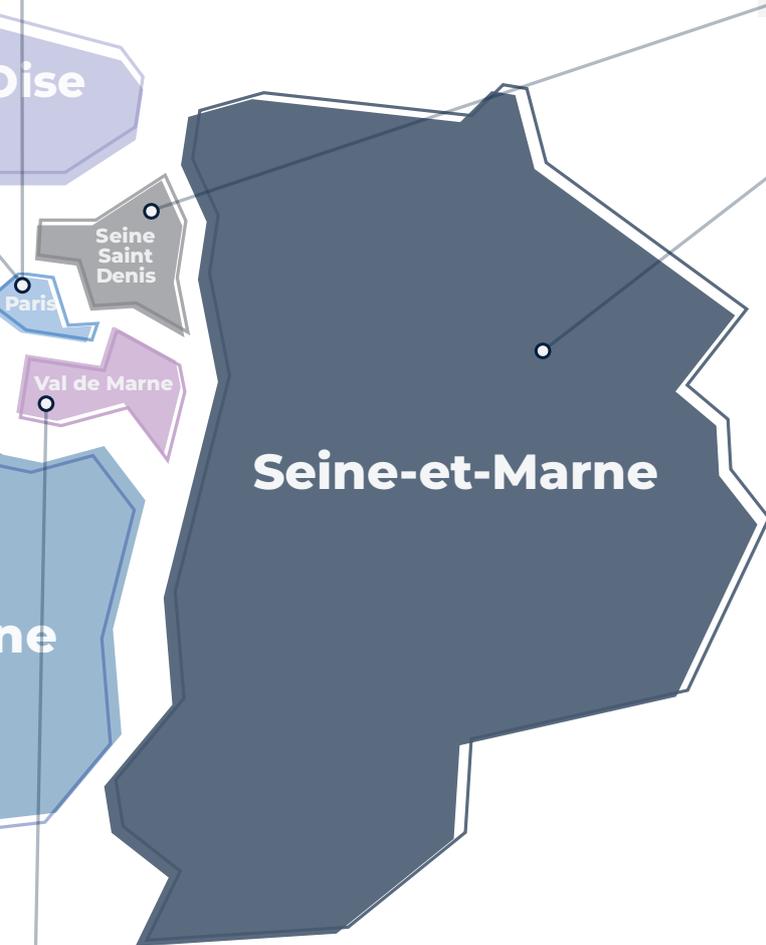
- o Saintry
- o SATT Paris Saclay
- o Palaiseau
- o Paray-Vieille-Poste
- o Syndicat Mixte Ouvert Essonne numérique
- o Juvisy-sur-Orge
- o Villiers-sur-Orge
- o Welcome In Paris-Saclay Entreprise (WIPSE)
- o Morangis
- o Quincy-sous-Sénart
- o Saint-Yon
- o Lisses
- o EPIC Les Bords de Scènes
- o GIP Genopole
- o CCAS de Paray-Vieille-Poste

- o Grigny
- o CCAS de Villiers-sur-Orge
- o Le Val-Saint-Germain
- o Régie de l'Eau des Lacs de l'Essonne
- o Association de gestion des fonds européens de l'Essonne (AGFE 91)
- o Maison de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Paris-Saclay
- o Syndicat Mixte d'Etudes d'Aménagement (SMEAG) de la base de plein air et de loisirs d'Étampes
- o Syndicat d'Élimination des Déchets de la Région d'Étampes (SEDRE)
- o CA Val d'Yerres Val de Seine
- o PLIE Avenir Initiatives
- o Viry-Chatillon
- o CFP GPS
- o Caisse des écoles de Viry-Chatillon
- o Caisse des écoles de Viry-Chatillon

- Fondation Louis Lepine (FLL)
- Lycée Buffon
- GIP France 2023
- Centres d'accueil Régionaux du Tourisme d'Île-de-France
- IHU Institut de Cardiometabolisme et de nutrition (ICAN)
- SOLIDEO (Société de Livraison des Ouvrages Olympiques)
- Maison Européenne de la Photographie (MEP)
- UNAF
- École des Ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP)
- GIP pour la réussite éducative à Paris
- École du Breuil
- Le Centquatre-Paris
- Agence France Locale – Société Territoriale (AFL ST)
- Initiative France
- Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH)
- SESAN Service Numérique de Santé
- Lycée Professionnel Gustave Ferrié
- SEM PARISEINE
- GIE PARISEINE
- Association du Jeu de Paume
- Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP)
- AVISE
- Institut National Recherche Sécurité
- Établissement Public Paris Musées
- CPRN
- Comutitres
- Videomuseum
- Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de Paris

- Conseil régional Île-de-France
- Plaine Commune
- Aubervilliers
- Ile-de-France Nature
- Epinay-sur-Seine
- CCAS d'Epinay-sur-Seine
- Caisse des Ecoles d'Epinay-sur-Seine
- SIVOM
- SAEM Noisy-le-Sec Habitat
- Île-de-France Construction Durable
- Saint-Denis
- SEM Plaine Commune Développement
- Plaine Commune Habitat
- SPL Plaine Commune Développement
- Villetaneuse
- OPH d'Aubervilliers
- Sevran
- Rosny-sous-Bois
- Saint-Ouen-sur-Seine
- Montreuil
- Pierrefitte-sur-Seine
- Syndicat intercommunal du Cimetière des Joncherolles
- Bondy
- Neuilly-Plaisance
- Est Ensemble
- Les Pavillons-sous-Bois
- Grand Paris - Grand Est
- Association Construire au Futur, Habiter le Futur
- Stains
- Montfermeil
- Noisy-le-Grand
- Ile de France Investissements et Territoires
- La Courneuve
- Syndicat mixte d'étude et de réalisation la Végétale (SMER)
- Lycée Evariste Galois
- Établissement public de coopération culturelle (EPPC) des Ateliers Médicis
- Association Suivez la flèche
- EHPAD Lumière d'Automne
- SEML Saint-Denis
- Régie Eau et Assainissement EPT Est Ensemble
- CCAS de Pierrefitte-sur-Seine
- L'Île-Saint-Denis

LISTE DES MEMBRES PAR DÉPARTEMENT



- Nanteuil-lès-Meaux
- Lycée Henri Moissan
- Syndicat Mixte du Bassin Aval du Petit Morin
- Meaux
- Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux
- Villenoy
- Sancy-les-Meaux
- Courtry
- Chevry-Cossigny
- Magny-le-Hongre
- Lognes
- Communauté d'Agglomération Paris Vallée de la Marne (CAPVM)
- UGAP
- Maison De l'Emploi et de la Formation de Grand Paris Sud
- CCAS de Lognes
- Lieusaint
- Quiers
- Jouy-sur-Morin
- La Chapelle-Gauthier
- Syndicat Mixte fermé d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SMAGE) des deux Morin
- Pontault-Combault
- Férolles-Attilly
- Fontenay-Trésigny
- Presles-en-Brie
- Association Nationale des Groupements de Créateurs
- Etablissement Public d'Aménagement de l'OIN de Sénart
- MDPH 77
- Cesson
- CCAS DE Cesson
- Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux
- Vert-Saint-Denis
- Noyen-sur-Seine
- Combs-la-Ville
- CCAS de Combs-la-Ville
- Longueville
- Conseil départemental de Seine-et-Marne
- Pringy
- Seine-et-Marne Numérique
- Syndicat Intercommunal des Vallées de la Voulzie et du Dragon
- Habitat 77 - Office Public de l'Habitat de Seine et Marne
- Le Mée-sur-Seine
- Melun
- Communauté de Communes Bassée-Montois
- Villiers-en-Bière
- Machault
- Cély-en-Bière
- Villuis
- Dammarie-lès-Lys
- Montereau-Fault-Yonne
- Confluence Habitat - OPH de Montereau
- SPL Plateforme d'Approvisionnement de la Restauration Scolaire de l'Est Francilien (PARSEF)
- Saint-Germain-Laval
- Communauté de Communes Gâtinais Val de Loing
- Moncourt-Fromonville
- OPH Val du Loing Habitat
- Communauté de Communes Pays de Nemours
- Egreville
- Mondreville
- Beaumont-du-Gâtinais

- Conseil départemental du Val-de-Marne
- Fresnes
- Alfortville
- Arcueil
- CCAS d'Alfortville
- Ivry-sur-Seine
- Vincennes
- Centre Hospitalier Intercommunal de Créteil (CHIC)
- Villejuif
- Syndicat mixte pour l'Informatique Municipale (SIIM 94)
- CCAS de Vincennes
- SILVER INNOV[®] Plateforme Charles Foix Seine-Amont
- Vitry-sur-Seine
- Grand-Orly Seine Bièvre
- Caisse des Ecoles de Vincennes
- Chennevières-sur-Marne
- OPH de Villejuif
- SEMMARIS
- VALDEVY
- Gentilly
- CCAS de Fontenay sous Bois
- CCAS de Fresnes
- Fontenay-sous-Bois

B. La commande publique sur la plateforme Maximilien

CONSULTATIONS PUBLIÉES

→ 10 579 en 2023

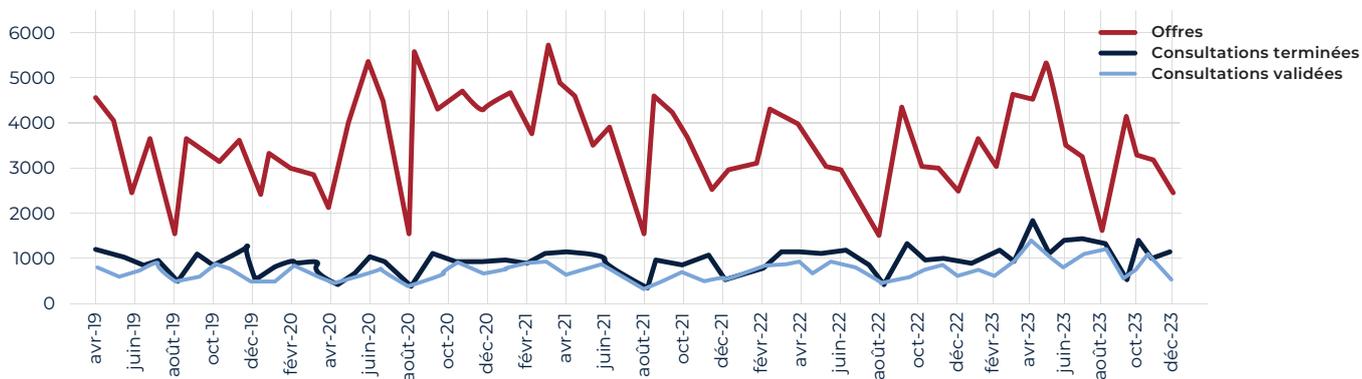
→ +8% par rapport à 2022.

OFFRES DÉPOSÉES

→ 43 944 en 2023

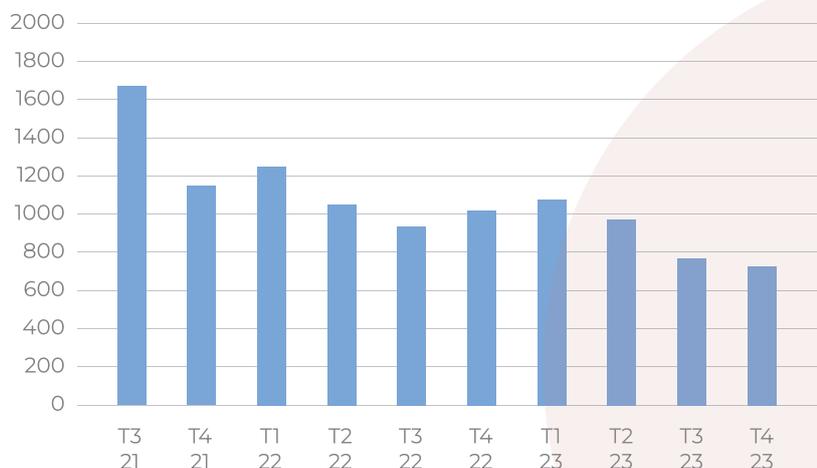
→ +6% par rapport à 2022.

Évolution du nombre de consultations et d'offres sur la Salle des Marchés

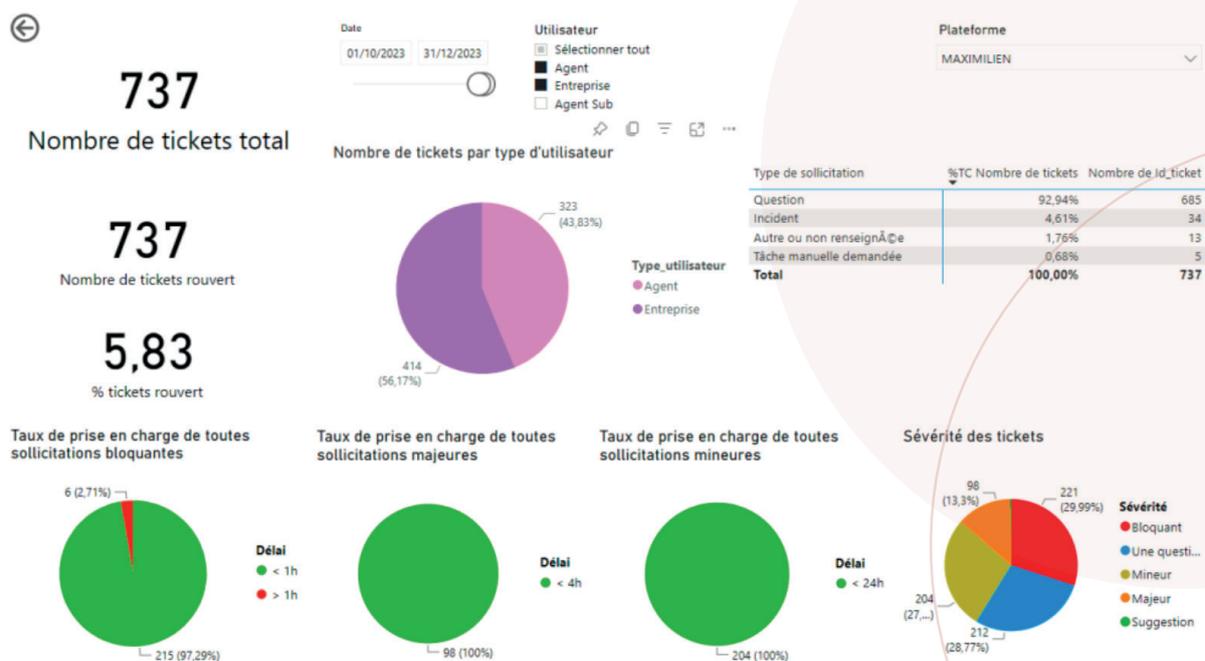


Concernant la volumétrie des tickets d'assistance déposés entre le 3ème trimestre 2021 et le 4ème trimestre 2023, la baisse est de 57%. 3 544 demandes d'assistance ont été formulée en 2023, contre 4 228 en 2022.

Évolution de la volumétrie des tickets d'assistance entre le Trimestre 3 2021 et le Trimestre 4 2023



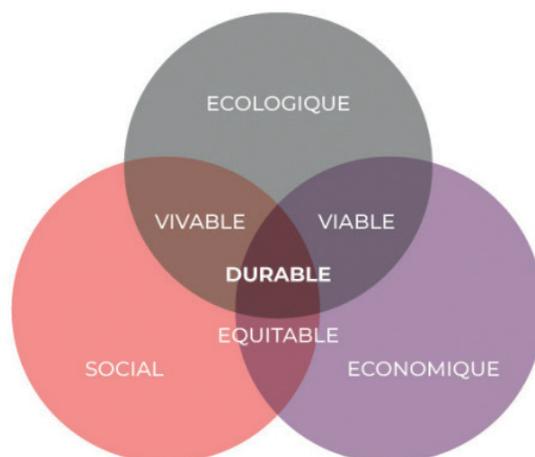
La criticité des 737 demandes d'assistance au 4ème trimestre 2023 est détaillée ci-dessous :



C Les indicateurs sur les actions du réseau des achats responsables

Les chiffres du réseau francilien des achats responsables :

- 2 guichets à disposition des acheteurs :
 - Guichet vert,
 - Guichet Régional des Clauses Sociales,
- 1 Observatoire Régional des Clauses Sociales,
- 1 Observatoire des Grands Projets Franciliens,
- 3 Ateliers achats responsables,
- 3 Lettres d'information achats responsables,
- 10 Ateliers Atouts Clauses,
- 2 Openmap ESS,
- 11 Ateliers MACS,
- 10 points partenaires de la MACS,
- 26 réponses apportées par le Guichet vert,
- 15 saisines du Guichet Régional.



Les chiffres de l'Observatoire Régional des Clauses Sociales (données consolidées 2022) :

- 6 915 250 heures d'insertion,
- 8 972 marchés,
- 13 385 participants,
- 17 050 contrats.

D. Le compte financier

L'exercice 2023 se solde par un résultat bénéficiaire, **+ 79 553,84 €**, après deux années déficitaires.

Ce différentiel s'explique par une stabilisation des charges (1 897 459,95 € en 2023 contre 1 834 073,51 € en 2022 et 1 886 020,78 € en 2021), combinée à une nette augmentation des produits (1 977 013,79 €, en 2023 contre 1 689 702,78 € en 2022 et 1 683 142,97 € en 2021, correspondant à une augmentation de + 17% sur un an).

Cette capacité d'auto-financement (CAF) dégagée de l'exercice, ajoutée aux investissements et au remboursement de l'emprunt, entraîne un montant d'emplois qui s'élève à **380 541,11 €**. Les ressources, quant à elles s'élèvent à **546 007,01 €**. D'où une augmentation du fonds de roulement de **165 465,90 €**.

La trésorerie reste par conséquent excédentaire et augmente après deux années de diminution (276 942,70 € en 2022 ; 314 666,03 € en 2023), soit une hausse de **13,6 %**.

Par ailleurs, les fonds propres du GIP Maximilien restent fortement impactés par la perte de l'exercice 2021 (202 877,81 €).

La situation patrimoniale du GIP Maximilien demeure fragile.

Par conséquent de nouvelles sources de financement ont été activées afin de permettre de stabiliser une activité en plein essor.

Compte de résultat

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
Personnel	634 071,50	Subventions de l'Etat	200 000,00
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	18 720,62	Fiscalité affectée	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	1 263 388,45	Autres subventions	1 614 471,13
Intervention (le cas échéant)	-	Revenus d'activité et autres produits	162 542,66
TOTAL DES CHARGES (1)	1 897 459,95	TOTAL DES PRODUITS (2)	1 977 013,79
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	79 553,84	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	1 977 013,79	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	1 977 013,79

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montant
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	79 553,84
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	211 667,83
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	140 254,66
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	150 967,01

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montant	RESSOURCES	Montant
Insuffisance d'autofinancement	-	Capacité d'autofinancement	150 967,01
Investissements	90 541,11	Financement de l'actif par l'Etat	-
Remboursement des dettes financières	290 000,00	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	380 541,11	Autres ressources	145 040,00
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	165 465,90	Augmentation des dettes financières	250 000,00
		TOTAL DES RESSOURCES (6)	546 007,01
		Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-

PERSPECTIVES 2024

« 2024 sera une année d'évolutions pour le GIP Maximilien »

D'abord dans le sens où de nouveaux services seront proposés, permettant d'être au plus proche des besoins des adhérents. Puis en termes d'approche en direction des opérateurs économiques. Il va s'agir de multiplier nos démarches auprès de ceux-ci afin de favoriser leur appétence pour l'achat public.

Par ailleurs, nous continuerons nos actions relatives aux achats responsables, en diffusant les bonnes pratiques, en animant les réseaux franciliens et en proposant aux acheteurs des transferts de compétences sur les aspects sociaux et environnementaux.

La volonté d'accompagnement des équipes du GIP Maximilien est le moteur de nos actions et le restera en 2024.

